

**THE IMPACT OF NATURAL RESOURCES ON THE QUALITY OF
INSTITUTIONS. PANEL DATA STUDY**

**L'IMPACT DES RESSOURCES NATURELLES SUR LA QUALITE DES
INSTITUTIONS. ETUDE EN DONNEE DE PANEL**

***Kahina MEHIDI**

*Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion. Université
de Bejaia, 06000 Bejaia, Algérie. Laboratoire Economie & Développement (LED).*

mehidikahina@yahoo.fr

Reçu le : 17/06/2020 Accepté le : 06/12/2020 Publication en ligne le : 29/06/2021

ABSTRACT: the objective of this study is to explain the link between the rent from natural resources and the quality of governance of 9 richly endowed countries (Algeria, Saudi Arabia, Canada, Congo, Kuwait, Nigeria, Norway, Russia, Venezuela) using an institutional approach. For this purpose, we will use the latest version of the base MENEFI (IPD 2012) for the construction of six indicators (quality of public services, functioning of justice, rules of accession to power, obstacles to commercial opening, level of corruption, importance of natural resources). The methodology used in this analysis comes in two steps: Use the PCA and econometric estimation on panel data.

Keywords : Institutional quality Natural resources, PCA, panel data.

JEL Classification : P48, P28, C13, C33

RESUME : L'objet de cette étude est d'expliquer le lien entre la rente issue des ressources naturelles et la qualité de la gouvernance d'un échantillon de 9 pays richement dotés (Algérie, Arabie Saoudite, Canada, Congo, Koweït, Nigéria, Norvège, Russie, Venezuela) en utilisant une approche institutionnelle. A cet effet, nous allons exploiter la dernière version de la base MENEFI (IPD 2012) par la construction de six indicateurs (qualité des services publics, fonctionnement de la justice, les règles d'accès au pouvoir, les freins à l'ouverture commerciale, niveau de la corruption, importance des ressources naturelles). La méthodologie suivie dans cette analyse se décline en deux étapes: utilisation de l'analyse en composante principale (ACP) et estimation économétrique sur données de panel de la relation entre la qualité des institutions et les ressources naturelles.

Mots-clés : Qualité institutionnelle, Ressources naturelles, ACP, Données de panel.

* Auteur Correspondant

1. INTRODUCTION :

La relation entre institutions et abondance des ressources naturelles a fait l'objet d'une littérature théorique et empirique abondante. Cette littérature concerne beaucoup plus les effets négatifs des revenus issus des ressources naturelles sur les économies richement dotées. En effet, plusieurs auteurs ont essayé d'expliquer les mauvaises performances des pays exportateurs de matières premières Gelb (1988), Auty (2001) et Sachs et Warner (1995). Ainsi, deux grandes approches se distinguent dans l'explication des mauvaises performances de ces pays, désigné sous le nom de la malédiction des ressources naturelles ou paradoxe d'abondance. Ainsi, la première explication de cette malédiction est la théorie du syndrome hollandais (Corden et Neary, 1982) Corden (1984), Neary et van Wijnbergen (1986) et Krugman (1987), entre autres, qui se manifeste par une croissance (un boom) du secteur pétrolier au détriment de l'industrie et de l'agriculture et aussi par une appréciation du taux de change. La dotation en ressources naturelles peut constituer un frein pour la croissance économique, dans la mesure où, celle-ci peut réduire les incitations des agents économiques à épargner et à investir Gylfason (2001).

D'autres approches basées sur l'économie politique et institutionnelle ont été présentées pour expliquer la malédiction des ressources naturelles. Pour les partisans de cette approche, les ressources naturelles agissent beaucoup plus comme un obstacle au développement d'institutions de qualité et favorise l'apparition d'un Etat rentier. Couttenier [2008] montre à la fois théoriquement (sur la bases du modèle de Mehlum *et al.* [2006]) et empiriquement qu'il existe un effet non linéaire (courbe en U inversé) des ressources naturelles sur les institutions. Il démontre, en effet, que la rente issue des ressources naturelles est un facteur incitatif à la mise en place d'institutions tournées vers la maximisation de l'extraction de la rente.

L'objet de cette étude est d'expliquer l'effet de l'abondance des ressources naturelles sur la qualité du cadre institutionnel d'un échantillon de 9 pays richement dotés en ressources naturelles en utilisant une approche institutionnelle. Cette approche nous permettra, à travers un certains nombres d'indicateurs (bonne gouvernance, qualité du système éducatif, importance de la rente...), d'expliquer pourquoi pour certains pays, les ressources naturelles sont qualifiées de bénédiction alors que pour d'autres, elles sont considérées comme une malédiction.

Ce travail est structuré autour de trois sections. Dans la première, nous présenterons une revue de littérature sur la théorie institutionnelle, la seconde est une analyse descriptive et la dernière section sera consacrée à l'étude empirique.

2. REVUE DE LITTERATURE

Depuis les travaux précurseurs de Gelb, Auty et Sachs et Warner, on emploie l'expression de « Malédiction des Ressources Naturelles » pour désigner les mauvaises performances des pays richement dotés en ressources naturelles à comprendre comment une « bénédiction » peut se transformer en malédiction. Gylfason (2001) recense quatre explications principales à savoir le Syndrome Hollandais qui désigne les effets négatifs de l'appréciation du taux de change réel sur l'économie suite à un boom du secteur des ressources naturelles, l'éviction du capital humain, l'éviction du capital physique et l'éviction du capital social, ce dernier étant vu comme « l'ensemble de l'infrastructure et des institutions

d'une société à savoir sa culture, sa cohésion, son système légal, sa justice, ses règles et ses traditions » (Woolcock, 1998).

Cependant, de nombreux auteurs ont démontré que, selon la nature de la ressource naturelle, les pays fortement dépendants avaient une qualité institutionnelle faible (Sala-i Martin et Subramanian [2003] ; Bulte et al. [2004] ; Isham et al. [2005]). Néanmoins, Brunnschweiler [2008] remet en cause l'impact négatif systématique que les ressources naturelles peuvent exercer sur les institutions, et d'autres économistes ont étudié les ressources naturelles comme facteur affectant les institutions et plus précisément sa qualité. Mikesell (1997) insiste sur l'impact négatif de l'abondance des ressources naturelles sur la qualité des institutions. La présence de ressources naturelles abondantes dissuaderait les gouvernements de mettre en place des institutions budgétaires efficaces et, en particulier un système fiscal solide (Ross, 2001 ; Collier, 2006). En effet, La présence de rentes naturelles n'incite pas les gouvernements à mener des politiques macroéconomiques saines et à même de favoriser le développement économique. La volatilité des revenus tirés des ressources naturelles (y compris à court terme) rend difficile la conduite d'une politique macroéconomique cohérente dans la mesure où les gouvernements sont exposés à une forte incertitude sur les rentrées de recettes fiscales et autres royalties (Auty, 1998 ; Mikesell, 1997). En outre, Ross (2001) montre que les exportations de pétrole sont associées à de plus mauvais « scores » en termes de démocratie car c'est les économies rentières qui achètent la paix sociale grâce à la rente en versant des transferts aux différents groupes sociaux, en réalisant des dépenses publiques à des fins purement politiques et en réduisant au maximum la fiscalité sur les personnes et les entreprises.

3. ANALYSE DESCRIPTIVE DE L'IMPORTANCE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA QUALITE DES INSTITUTIONS

L'objet de cette section est de faire une analyse descriptive de la relation entre l'importance de la rente et la qualité des institutions à travers une analyse en composante principale. L'analyse portera sur un échantillon de neuf (09) pays exportateurs de matières premières (Algérie, Arabie Saoudite, Canada, Koweït, Norvège, Russie, Nigeria, La République du Congo et Venezuela.). A cet effet, nous allons exploiter la dernière version de la base Institutional Profiles Database l'IPD 2016 par l'utilisation de six indicateurs.

3.1. Présentation de la base de données (IPD 2016)

La base "Institutional Profiles Database" (IPD) est l'une des bases de données qui mesure la qualité institutionnelle. Elle fournit une mesure originale des caractéristiques institutionnelles des pays en proposant des indicateurs composites élaborés à partir de données de perception. Elle a été conçue afin de faciliter et de stimuler les recherches sur la relation entre institutions, croissance de long terme et développement. La base IPD 2016 s'inscrit dans la continuité des versions 2001, 2006, 2009 et 2012. Elle couvre 144 pays et contient 127 indicateurs, construits à partir de 320 variables élémentaires décrivant un large champ de caractéristiques institutionnelles structurées en neuf fonctions.

3.2. Présentation des indicateurs utilisés

Le premier indicateur concerne la qualité des services publics (assuré par le secteur public) construit à l'aide de cinq variables¹

Le deuxième indicateur s'intéresse au fonctionnement de la justice construit à l'aide de cinq variables². Le troisième indicateur mesure le niveau de la corruption construit à l'aide de quatre variables³.

Le quatrième indicateur rattaché au respect des règles d'accès au pouvoir construit à l'aide de deux variables⁴. Le cinquième indicateur concerne les freins à l'ouverture commerciale construit à l'aide de deux variables⁵.

Le sixième indicateur s'intéresse à l'importance des ressources naturelles qui est défini par deux variables : L'importance du fond souverain (national) pour l'économie du pays et la part des recettes publiques provenant des exploitations des ressources naturelles.

Les indicateurs sont construits sur la base de variables positivement corrélées, condition nécessaire pour les agréger⁶. Ensuite l'agrégation des variables est réalisée par une moyenne arithmétique non-pondérée, ce qui permet de conserver un maximum de transparence et de faciliter l'interprétation des indicateurs (OCDE, 2008)⁷.

3.3. Application et interprétation des résultats

En s'appuyant sur la base IPD 2016 (institutional profil Database) nous allons présenter le lien entre la qualité des institutions et l'importance de la rente issue des ressources naturelles à travers une analyse descriptive, à cet effet nous utilisons une analyse en composante principale (ACP) qui a été réalisé à l'aide de logiciel XLSTAT 2010. Cette dernière nous permettra de faire un état des lieux des pays sous étude en 2016.

L'analyse de la relation se fait en coupe instantanée, sur un panel de 9 pays (Algérie, Canada, Arabie saoudite, la république démocratique du Congo, Nigeria, Norvège, Koweït, Russie, Venezuela) issus des 3 continents : américain, africain et asiatique.

Le premier axe factoriel explique 54.66% de l'information totale, il se compose principalement des indicateurs suivants : Qualité des services publics Fonctionnement de la

¹ Enseignement primaire et secondaire en milieu urbain /d'enseignement primaire et secondaire en milieu rural/d'enseignement supérieur/universitaire (enseignement et recherche)/de santé de base/de transports collectifs.

² Degré d'indépendance de la justice par rapport à l'Etat/Degré d'application des décisions de justice/Rapidité des décisions de justice/Egalité de traitement des citoyens devant la justice/Egalité de traitement devant la justice des acteurs étrangers (par rapport aux nationaux).

³ Niveau de la "petite" corruption entre citoyens et administrations/Niveau de la "corruption politique" (achats de votes, financements illégaux de campagne, pots de vin...)/Niveau de la corruption entre pouvoirs publics et entreprises locales/Niveau de la corruption entre pouvoirs publics et entreprises étrangères.

⁴ Les règles en vigueur concernant l'accès au pouvoir du chef de l'exécutif ont-elles été modifiées pour favoriser son maintien ?/La dernière accession au pouvoir du chef de l'Etat s'est-elle effectuée dans le respect des règles en vigueur (éventuellement modifiées) au moment de cette accession (élection, succession dynastique...)

⁵ Difficulté d'obtention de licences d'importation (barrières à l'entrée, corruption, tracasseries administratives...)/Des groupes de pression exercent-ils des résistances contre l'ouverture commerciale

⁶ Nicolas Meisel et Jacques Ould Aoudia, (2007), « une nouvelle base de données institutionnelles : « profils institutionnels 2006 », op.cit.

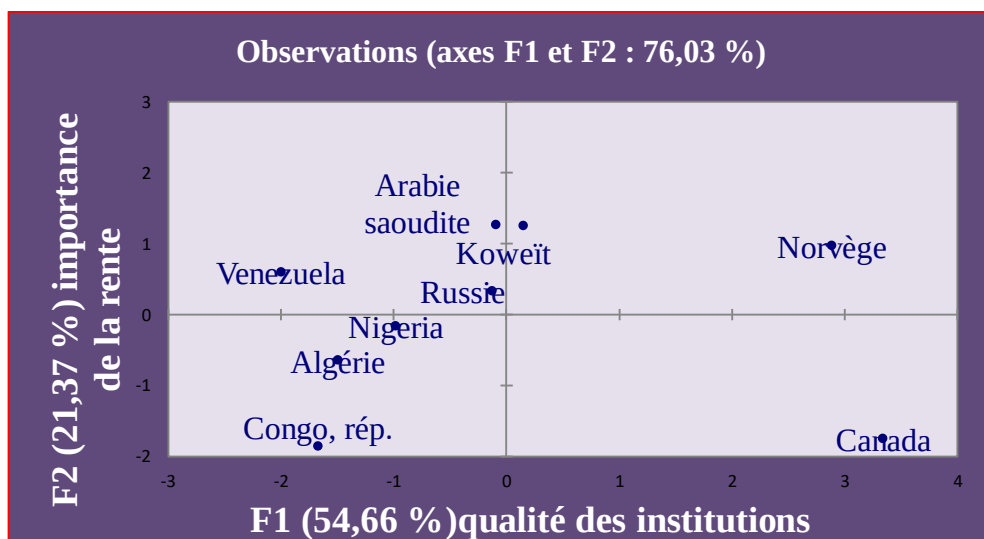
⁷ OCDE (2008), « Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide », Statistic Working Papers, Paris cité dans Fabien Bertho, « Document de présentation de la base de données « Institutional Profiles Database 2012 » (IPD 2012) » op.cit

justice, Niveau de la corruption, Respect des règles d'accès au pouvoir, Freins à l'ouverture commerciale ; Ce groupe d'indicateur définit la qualité des institutions.

Le deuxième axe factoriel explique 21.37% de l'information total, il se compose des variables qui démontrent l'importance des ressources naturelles (fonds souverain, part des recettes publiques provenant des ressources naturelles).

Ainsi les deux premières composantes principales (F1 et F2) permettent d'expliquer 76,02 % de l'information total, donc notre interprétation des résultats sera basée sur ces deux facteurs (F1 et F2). La projection des 9 pays sur le premier plan factoriel formé par l'axe 1 (qualité des institutions) et l'axe 2 (l'importance des ressources naturelles) issus de l'ACP est illustré dans la figure qui suit :

Figure N°1: Projection des pays sur le plan factoriel



Source : Établi par nos soins par l'utilisation de la base de données IPD 2016 sur XLSTAT

La lecture de la figure ci-dessus montre qu'il y a deux groupes de pays présentant les mêmes caractéristiques institutionnelles.

Le premier groupe comprend la Norvège et le Canada qui jouissent d'une bonne qualité institutionnelle et une importance de la rente issue des ressources naturelles. La Norvège se distingue par l'importance des recettes publiques tirées des activités du secteur pétrolier dans le plus grand fonds souverain du monde. Pour aider à équilibrer le budget fédéral chaque année, le gouvernement suit une "règle fiscale" qui stipule que les dépenses en revenus de pétrole et en investissements de fonds doivent correspondre au taux de rendement réel attendu du fonds, montant estimé durable. De plus, la Norvège a mis en place des politiques de dépenses afin de promouvoir certains secteurs, notamment les ressources humaines, les infrastructures et l'innovation, ce qui a permis de diversifier l'économie et d'éviter l'effet d'éviction des autres secteurs. Dans le but de bien gérer la rente pétrolière, l'Etat norvégien a créé un fond d'investissement considéré parmi les plus importants au monde. Ce fond est constitué par la quasi-totalité des revenus issus de l'extraction du pétrole et du gaz et de leurs exportations.

Le Canada dispose d'une bonne qualité institutionnelle mais des ressources naturelles moins importantes que la Norvège. Cependant, il est parmi les pays qui contredisent la théorie de la malédiction des ressources naturelles. Grâce à la bonne qualité de ses institutions, le Canada s'est appuyé sur l'exploitation des ressources naturelles pour diversifier et développer son économie. Ceci revient à la manière dont les lois et les procédures sont mises en œuvres et appliquées.

Le deuxième groupe comprend l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Russie le Venezuela, le Nigeria, l'Algérie et la République du Congo. Ces pays se caractérisent par des ressources naturelles importantes et une qualité institutionnelle assez faible. Cependant, en matière de gestion de l'industrie pétrolière, il existe une grande divergence entre ces pays. Dans les pays du Golf (Arabie Saoudite et Koweït), le secteur des hydrocarbures est sous le monopole de l'Etat. Tandis qu'en Russie, il était accaparé par les grandes compagnies pétrolières privées pour une longue période, la situation d'oligopole, leur donnait le pouvoir de transgresser les règles juridiques et fiscales. Tandis qu'en Venezuela, Nigeria, Algérie et en République du Congo la qualité de leur cadre institutionnel est très faible.

4. L'IMPACT DES RESSOURCES NATURELLES SUR LA QUALITE DES INSTITUTIONS, UNE ANALYSE EN DONNEES DE PANEL.

L'objet de notre étude empirique consiste à analyser l'impact des ressources naturelles sur la qualité des institutions. Compte tenu des résultats de l'analyse descriptive, notre étude va porter sur deux groupes de pays : le premier comprend la Norvège, le Canada. Le deuxième groupe de pays est constitué de l'Algérie, le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Venezuela, La république du Congo, Nigeria, et la Russie. A cet effet, nous faisons recours aux estimations en données de panel.

4.1. Présentation des variables

Le modèle consiste en la régression d'une variable dépendante à savoir la qualité des institutions (QT_i) sur une série de variables explicatives (X_t) (Ressources naturelles, éducation et ouverture) auxquelles nous ajoutons une constante (C), qui peut saisir les facteurs non observables.

Le modèle à estimer s'écrit de la manière suivante :

$$QT_{it} = \alpha_i + \beta_1 * RN_{it} + \beta_2 * EDUC_{it} + \beta_3 OUV_{it} + \varepsilon_{it}; \quad \text{Où } i = 1 \dots 2 \text{ et } t = 1996 \dots 2016.$$

Avec α , QT , RN , $EDUC$ et OUV sont respectivement : la constante, la qualité institutionnelle, les ressources naturelle, l'éducation et l'ouverture commerciale.

Les données annuelles sur les variables définies ci-dessus couvrent la période de 1996 à 2016, justifiées par la disponibilité des données.

La qualité institutionnelle est mesurée par l'indicateur global de gouvernance de Kaufmann & al. Ces mesures sont disponibles à partir de 1996 pour 215 pays. Kaufmann & al ont développé six indicateurs dont chacun couvre une dimension particulière de la gouvernance. Chaque indicateur varie en général entre -2.5 et 2.5, plus sa valeur est élevée plus la qualité de l'institution est bonne. Les données de ces variables sont extraites de la base de données du Worldwide Governance (2016).

L'effet des ressources naturelles est mesuré par la rente qui correspond à la différence entre la valeur de la ressource aux prix sur les marchés internationaux et le coût de production total. Pour réaliser ces calculs, la Banque Mondiale tient également compte d'autres coûts (transport) et une rémunération normale du capital¹. Ces rentes sont ensuite exprimées en part du PIB (Collier, 2005 ; 2008).

La variable éducation correspond au taux de scolarisation au niveau secondaire, extraite de la base de données de Barro et Lee (2015). Quand à l'ouverture commerciale, elle est définie comme le rapport de la somme des importations et des exportations sur le PIB Compte tenu des résultats de l'ACP, l'étude empirique va porter sur deux groupes de pays : pays développés (1) et pays moins développés (2).

4.2. Résultats empiriques

4.2.1. Test de racine unitaire

L'étape préalable avant toute estimation est l'étude de la stationnarité des séries. A cet effet, nous avons effectué les tests de racine unitaires sur donnée de panel développés par Levin, Lin et Chu (2002), Im, Pesaran et Shin (2003) et Maddala-Wu(1999).

Ainsi nous avons testé l'hypothèse nulle de racine unitaire sur chaque série au niveau, si l'hypothèse nulle est rejetée, nous testons l'hypothèse nulle de racine unitaire sur les séries en première différence notée ($dsérie=série_t-série_{t-1}$).

Pour le groupe 1 et 2 : hormis la variable éducation (educ) qui est stationnaire en niveau, les autres des variables à savoir la qualité institutionnelle (QI) la rente issus des ressources naturelles (RN) et l'ouverture commerciale (ouv) sont stationnaires en première différenciation au seuil de 5%.

4.2.2. Tests de spécification du modèle

Nous procédons au test de spécification de Hisao (1986) qui permet de justifier s'il est opportun d'estimer le modèle sur données de panel ou s'il faut plutôt estimer le modèle pays par pays.

Table N°1 : Résultats du test de spécification

	Groupe 1	Groupe 2
p-value de F1	0.94421706	0.99998643
p-value de F2	0.87128758	0.99999809
p-value de F3	0.84212567	0.80176539

Source : calculé à partir du logiciel Stata 12

Les résultats du test indiquent que la p-value associée à la statistique de F1 est nettement supérieure à 0.05. Cela signifie que la structure du modèle en données de panel est acceptée au seuil de 5%.

Les résultats du test présents dans le tableau ci-dessus montrent que les deux modèles peuvent être estimés en panel à effet individuel. Mais cet effet spécifique peut être fixe ou aléatoire. Il faut donc effectuer un second test de spécification pour décider du caractère aléatoire ou non des effets spécifiques. Le test le plus répandu pour résoudre ce genre de problème est celui de Hausman.

4.2.3. Tests d'Hausman : le modèle à effet fixe ou aléatoire ?

Afin de choisir entre le modèle à effet fixe et le modèle à effet aléatoire, nous sommes référés au test d'Hausman. Si la p-value de la statistique de ce test est supérieure à 0.05, le modèle le plus adéquat est le modèle à effet aléatoire. Dans le cas contraire, le modèle à effet fixe est plus préférable.

Table N°2 : Résultats du test d'Hausman

	Groupe 1	Groupe 2
p-value chi2	0.9983	0.9651

Source : calculé à partir du logiciel Stata 12

Les résultats du test permettent de déduire que le modèle à effet aléatoire est le plus adapté que le modèle à effet fixe au seuil de 5% pour les deux groupes de pays. La p-value du test pour le groupe 1 et 2 sont supérieures à 0.05.

4.2.4. Test d'hétéroscédasticité et d'auto-corrélation

Avant de procéder à l'étape finale qui est l'estimation du modèle, il nous faut d'abord tester l'hétéroscédasticité et l'auto-corrélation des erreurs pour nous assurer de la validité des modèles. Nous procédons au test de Breusch-Pagan et le test d'auto-corrélation Woodridge (2002).

À l'issue de ces deux tests, nous pouvons dire que les erreurs sont hétéroscédastiques et non auto-corrélées pour les deux groupes. Afin de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs, nous faisons recours à l'estimateur des *Moindres Carrés Généralisés*.

4.3. Estimation du modèle en panel

La dernière étape est l'estimation du modèle pour les deux groupes de pays. Nous rappelons que le groupe 1 est composé du Canada et Norvège, et le groupe 2 comprend : l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Russie, le Venezuela, le Nigéria et le Congo. Le modèle sera estimé par moindres carrés généralisés pour les deux groupes de pays. Les résultats de l'estimation du modèle 1 et du modèle 2 sont présentés dans le tableau n°3.

Table N°3 : Résultats du test d'Hausman

	Groupe 1	Groupe 2
RN	0.0169406 (2.44)*	-0.146301 (-0.72)
EDUC	0.1671366 (1.73)***	-0.0053638 (-0.64)
OUV	-0.0010669 (-0.01)	-0.0458893 (-0.82)
C	0.4857587 (46)*	0.0052711 (0.18)
N	40	113

Source : calculé à partir du logiciel Stata 12

N : le nombre d'observation après ajustements. Les chiffres entre parenthèses sont les (t) de Student empirique (calculé). (*) Significatif au seuil de 1% ; (**) significatif au seuil de 5% ; (***) significatif à 10%.

4.4. Discussion des résultats

Les résultats du tableau 2 confirment l'analyse faite pour l'ensemble des pays de l'échantillon en utilisant l'analyse en composante principale. Ainsi, le modèle estimé pour le premier groupe de pays (Canada et Norvège) caractérisés par un cadre institutionnel de qualité, montre que la rente contribue à l'instauration d'un cadre institutionnel de qualité. Ces résultats confirment ceux de Brunnschweiler [2008] qui remet en cause l'impact négatif systématique que les ressources naturelles peuvent exercer sur les institutions. Cependant, nous remarquons que le coefficient de la variable « rente » est très faible par rapport aux autres coefficients, notamment celui de l'éducation. Ceci revient au fait que ces pays investissent beaucoup plus dans la formation du capital humain ce qui se répercute sur les autres secteurs, notamment les institutions et leurs fonctionnement sans corruption et bureaucratie entre autres.

L'impact de la variable éducation est, certes, positif mais dans notre modèle est faible. Ce résultat peut être expliqué par le fait que cette variable est prise seul dans le modèle et nous avons négligé l'innovation organisationnelle qui, si elle est prise avec le capital humain permettra de mettre en valeur l'impact réel du capital humain sur le développement d'un tissu institutionnelle performant. Quant à l'ouverture commerciale son impact est non significatif sur la qualité des institutions. Les pays de notre échantillon se caractérisent par une dynamique économique qui consiste à exploiter les richesses et les matières (naturelles, humaines et financières) à l'intérieur du pays pour satisfaire la demande intérieure importante vu la qualité de vie. En effet, le poids des échanges commerciaux avec le reste du monde reste relativement faible par rapport à la richesse créée dans ces pays.

Les résultats de l'estimation du groupe 2 (Algérie, Koweït, Arabie Saoudite, Venezuela, République du Congo, Nigeria, et Russie) montrent que toutes les variables sont non significatives. Ces résultats corroborent avec ceux de Gylfason (2001) dans le sens où l'abondance des ressources naturelles tend à évincer les autres formes de capital à savoir le capital humain (d'où la non significativité de la variable éducation), le capital physique et le capital social, notamment les institutions. En effet, ces pays souffrent d'une sous-performance de l'usage des richesses naturelles qui empêchent la diversification économique et le développement d'une industrie solide. Les revenus issus des ressources naturelles sont souvent distribués via des projets publics inappropriés qui se caractérisent par un grand gaspillage, une mal maîtrise des coûts et une corruption massive. Ainsi, McMahon (1997) observe une tendance à favoriser des investissements militaires et des projets présentant des taux de rendement extrêmement faibles désignés sous le terme d'« éléphants blancs ».

La non significativité de l'ouverture commerciale s'explique par le fait qu'en générale, les échanges commerciaux pour ces pays consistent à exporter le pétrole et à importer les produits finis. Cette dynamique commerciale consolide le caractère rentier de ces pays et freine la mise en place d'une économie solide et soutenable à long terme.

5. CONCLUSION

L'objet de cette étude est d'analyser l'impact des ressources naturelles sur la qualité des institutions pour un panel de pays richement dotés. L'étude a été menée en deux phases : la première concerne une analyse descriptive en utilisant l'analyse en composantes principale. Les résultats mettent en évidence deux groupes de pays caractérisés par des cadres institutionnels différents. Le premier groupe comprend les pays dotés d'institutions de qualité (Canada, Norvège). Le second groupe comprend l'Algérie, le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Russie, le Venezuela le Nigéria et le Congo. Dans la seconde phase, nous avons estimé deux modèles en données de panel. Les résultats montrent que les ressources naturelles jouent un rôle prépondérant dans la détermination de la qualité des institutions. En effet, l'impact de la rente est positif pour les pays développés, par contre il est non significatif pour les pays moins-développés. Les économies de ces pays sont dominées par le poids des ressources naturelles qui sont par nature une enclave empêchant le développement de toute autre forme de capital.

.BIBLIOGRAPHIE :

1. AUTY R., «Natural resource endowment, the state and development», STRATEGY Vol 9, N°4, 1997, pp 651-663
2. AUTY R., «*Resource Abundance and Economic Development* », Oxford University Press, Oxford. 2001
3. BAROO et LEE, « *A new data set of educational attainment in the world, 1950–2010* », Journal of Development Economics, Volume 104, September, 2013, pp184–198
4. BRUNNSCHWEILER Christa, «*The resource curse revisited and revised: A tale of paradoxes and red herrings*», Journal of Environmental Economics and Management, vol. 55, N° 3, 2008, 248-264
5. BULTE Erwin H. & DAMANIA R. & DEACON Robert T., 2004. «*Resource Abundance, Poverty and Development*», Working Papers 04-03, Agricultural and Development Economics Division of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO - ESA).
6. COLLIER Paul et ZAMAN Mahbub « *Convergence in European Corporate Governance: the audit committee concept*», Corporate Governance , an International Review , vol 13, 2005, pp 753-768
7. COLLIER, P. and A. HOEFFLER (2006), «*Military Spending in Post-Conflict Societies*», Economics of Governance, 7, 2006, pp89– 107.
8. COLLIER Paul et Rohner Dominic_ «Democracy, development, and conflict», Journal of European Economic Association, Vol 6, 2008, pp 531-540
9. CORDEN W. M., «*Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation*» Oxford Economic Papers, New Series, Vol. 36, N°3, 1984 pp. 359-380
10. CORDEN W. Max and Neary J. Peter, « *Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Open Economy* », The Economic Journal, Vol. 92, N°368, 1988, pp. 825-848.
11. COUTTENIER Mathieu, « *L'effet conditionnel des ressources naturelles sur les institutions* » Presses de Sciences Po, Revue économique, 2012/1 Vol. 63, pp 27-49
12. GELB A., « *Oil Windfalls: Blessing or Curse* », Oxford University Press, Oxford, 1988
13. GYLFASSON, « *Natural Resources, Education and Economic Development*», European Economic Review, 45, 2001a
14. GYLFASSON, « *Natural Resources and Economic Growth: What Is the Connection ?* », Working Paper 530, Center for Economic Studies & Ifo, Munich, 2001b,
15. HSIAO. C., « *Analysis of panel data*», Cambridge, Cambridge University Press, 1988
16. IM, K.S., PESARAN, M.H., SHIN, Y. , «*Testing for unit roots in heterogeneous panels*», Journal of Econometrics 115, 2003, pp53-74

17. Isham Jonathan T. «*The Varieties of Resource Experience: Natural Resource Export Structures and the Political Economy of Economic Growth*», *The World Bank Economic Review* 19(2), 2005, pp141-174
18. KRUGMAN Paul R. «*Is Free Trade Passe?* »,
19. LEVIN, A. LIN, C.F. et CHU, C-S.J, «*Unit root tests in panel data : Asymptotic and finite sample properties*». *Journal of Econometrics* 108, 2002, pp1-22
20. MADDALA, G.S, WU, S., «*A comparative study of unit root tests with panel data and simple new test*», *Oxford Bulletin of economics and statistics* 61,1999, pp631-652
21. MEHLUM H., MOENE, K., & TORVIK, R. «*Institutions and the resource curse* », *The Economic Journal*, 116, 2006, pp1–20.
22. MEISEL Nicolas et OULD AOUDIA Jacques, «*une nouvelle base de données institutionnelles : « profils institutionnels 2006 »* », 2007
23. MIKESELL R.F, «*Explaining the Resource Curse With Special Reference to Mineral-Exporting Countries*», *Resources Policy*, 23 (4), 1997, PP 191-199
24. NEARY J.P. and VAN WIJNBERGEN S., «*Natural resources and the macroeconomy*», *Centre for Economic Policy Research/ Blackwell*, Oxford, UK, 1986
25. OCDE (2008), «*Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide*», *StatisticWorkingPapers*, Paris cité dans Fabien Bertho, «Document de présentation de la base de données « Institutional Profiles Database 2012 » (IPD 2012) »
26. ROSS M.L, «*Does Oil Hinder Democracy ?* », *World Economics*, 53 (3), 2001, pp325-361
27. SACHS, J. et WARNER A., «*Economic reform and the Process of Global Integration trade*», *Brookings papers on Economic Activity* 1995, pp.1-118.
28. SALA-I-MARTIN X et SUBRAMANIAN A. (2003), «*Addressing The Natural Resource Curse: An Illustration From Nigeria*», *Working Paper WP/03/139*, *International Monetary Fund*, 2003
29. WOOLCOCK Michael «*Social Capital and Economic Development: Toward a Theoretical Synthesis and Policy Framework*», *Theory and Society* 27(2), 1998, pp 151-208 ·
30. WOOLDRIDGE Jeffrey M. (2002), «*Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*», *The MIT Press Cambridge, Massachusetts London, England*